

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI
5

JANVIER
1976

N° 75

1,50 F

Belgique : 15 F.

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

après la réunion du Comité d'Action
Régional Viticole (CRAV)

VERS DE NOUVELLES ACTIONS



La réunion de samedi du Comité Régional d'Action Viticole à Beziers vient de montrer que les viticulteurs du Midi ne baissent pas les armes. Ce n'est pas le résultat de l'entrevue avec Chirac, le 30 décembre, qui pourrait en effet les y inciter. Des promesses y ont été faites, mais aucune des revendications pour lesquelles luttent les vignerons ne sont satisfaites.

Il est bien question d'aides financières, mais il s'agit seulement de desserrer l'étreinte fiscale pour que les viticulteurs en difficulté ne soient pas totalement étranglés.

D'autre part, l'annonce d'un projet de loi hypothétique sur l'institution d'un agrément pour le commerce des vins, n'est pas plus une raison de cesser la lutte : on ne voit pas en quoi il entraverait les importations par les négociants, qui sont les agents directs de l'exploitation des vignerons. Quant à la négociation prévue avec Bonnet, le 7 janvier prochain, sur la question de l'office des vins, les viticulteurs n'entendent pas que leurs négociateurs en reviennent les mains vides.

Pour cela, ils ont décidé de maintenir le rapport de force, par la mobilisation et par l'action directe. Les commandos de village entreront en action pour contrôler et vider les camions du vin importé. Les paiements par ailleurs sont suspendus : impôts, TVA, indemnités du Crédit Agricole, cotisations à la mutualité, paiement des engrais, tout est arrêté. Les viticulteurs montrent qu'ils en ont assez des promesses. Celle, faite en août, par le négoce, de supprimer les importations, n'a pas été tenue. Mieux, les importations au contraire se sont développées, malgré la taxation obtenue. La promesse du gouvernement de prendre en compte la situation de la viticulture s'est réduite à l'envoi de CRS, comme à Montpellier en juin ou à Sète, le 29 décembre.

La tactique du gouvernement, comme toujours en matière d'agriculture, consiste à se cacher derrière le Marché Commun, comme si les décisions étaient prises à Bruxelles et non à Paris. Mais les petits viticulteurs ne sont pas dupes. Pas dupes non plus sur la question de qui est leur ennemi : ils refusent de croire que ce sont les viticulteurs italiens, exploités comme eux dans leur pays.

Ils n'ont pas d'illusions sur la création d'un office du vin, qui ne peut être, comme le disait l'un d'entre eux, « qu'un moyen de nous tirer actuellement d'affaire ».

Pour vaincre, il leur faut briser la tutelle des gros exploitants qui tentent de canaliser la lutte à leur profit, et unir leurs luttes à celles des ouvriers et des autres travailleurs.

Paul LEFORT

grande tempete dans le nord de l'europe

A LILLE, ROUBAIX...
NOMBREUX DÉGATS
DANS LES HABITATIONS
POPULAIRES
(Voir notre reportage p. 4)



BILAN ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 1975

derrière le pilotage à vue, un souci faire payer la crise aux travailleurs

Voir page 6-7

ESPAGNE : l'amnistie, le peuple l'exige, le pouvoir la refuse

Dans la journée d'hier, des manifestations importantes se sont déroulées au Pays-Basque pour exiger la libération des prisonniers politiques : 5 000 à Bilbao, qui se sont rendus à la résidence du gouverneur civil. A Saint-Sébastien, une centaine de

personnes, notamment des amis et parents des prisonniers politiques, ont occupé la cathédrale.

Ces manifestations constituent une réplique aux dernières déclarations des responsables du régime fasciste, visant à faire traîner la question.

Le franquisme a décidé d'être « sérieux » et responsable : « Ce que le ministère de la justice étudie à fond, ce sont les problèmes relatifs à certains délits d'opinion », a déclaré Antonio Garrigues. Et, selon Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur, la question de l'amnistie ne viendrait qu'« ensuite, avec toute la prudence politique néces-

saires ».

En tout cas, amnistie sélective, revêtue de formes juridiques telles que l'approbation du projet par les Cortès, qui permettent au fascisme de gagner du temps, d'espérer - mais en vain - désamorcer les luttes actuelles, les faire patienter et pourrir.

suite p. 8

ARAFAT "REVOLUTION JUSQU'A LA VICTOIRE

Voir page 8



la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h. 30 à 13 h.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des calendriers, affiches et cartes postales en couleur sont à votre disposition

calendrier : 10 F



LES ÉDITIONS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE 12, rue de Valenciennes, 75013 PARIS

ils n'ont jamais voulu comprendre...

Le 20 décembre, puis le 27, on a vu comment les gens du PCF ont marché la main dans la main avec Darras pour cracher, une fois de plus, sur la lutte que nous menons pour faire la vérité sur la mort de nos 42 camarades et pour les venger. Cela ne nous étonne pas... Quand on se rappelle que, dès 1945, Maurice Thorez demande aux mineurs de déposer les armes pour relever la France capitaliste. Après 5 ans d'occupation, de malnutrition, il demande aux mineurs de sortir plus de charbon : «chers camarades, au nom du PCF, au nom de tous les travailleurs, je vous dis : toute la France a les yeux fixés sur vous, toute la France attend des mineurs, et tout particulièrement des mineurs du Nord et Pas-de-Calais, un nouvel et grand effort». Sans leur assurer de garanties profondes pour leur avenir, il leur demande de se faire encore exploiter pour remplir les caisses des capitalistes.

Les mineurs étaient usés par le manque de nourriture des 5 années passées, beaucoup n'avaient pas reconstitué leur force de travail, ils tombaient malades, leur manque de force diminuait leur réflexe, et c'était l'accident. Rapidement, l'exploiteur, sentant la production baisser, fit intervenir ses laquais. Thorez : «Je veux revenir sur la question des absences, je ne suis pas convaincu des raisons qu'on donne pour justifier les absences ; quand on me dit que, dans certaines fosses, on a payé jusqu'à 28 et 30 % d'absences, je dis que c'est un scandale ; ce n'est pas possible, cela ne peut pas continuer, on s'absente trop facilement pour un oui, pour un non». Il ne pouvait comprendre, ne voulait pas comprendre, lui, ce «fils du peuple» en smoking qu'un ouvrier suant sang et eau pendant des années puisse se sentir fatigué ou malade et même être blessé.

création d'une S.I.C.A. Cévennes

Les technocrates, au service de l'agriculture, ont tracé une fois pour toutes (en toute connaissance de causes ?) l'avenir des Cévennes : zone non rentable, voilà ce qu'entendent les jeunes agriculteurs qui hantent les bureaux des SAFER, DDA, ministère de l'agriculture, crédit agricole et autres, à la recherche de ces fantomatiques aides à l'agriculture ; la carotte de l'expansion agricole.

Non rentable, si la rentabilité c'est la monoculture, l'élevage intensif et toutes ces formes d'agriculture qui provoquent l'écroulement des marchés agricoles (les pommes, la viticulture, l'aviculture, etc.). Non rentable, bien sûr, pour les trusts agricoles qui saignent les petits exploitants.

Ces technocrates du plan ont décidé du sort des agriculteurs : leur disparition pure et simple, au profit d'industries beaucoup plus rentables : le Parc National, le reboisement intensif en résineux, le tourisme abusif et l'armée.

Evidemment pour les organismes officiels et privés, le reboisement de montagnes entières est nettement plus lucratif que la polyculture et l'élevage en escalier. Ce reboisement nécessite une infrastructure de routes sans intérêt collectif, sauf quand elles permettent, bien entendu, la création de villages de vacances. Quant à l'armée, elle commence à pointer le bout de son nez, et à tâter le terrain, plus adroitement qu'au Larzac.

Et le touriste ? Et bien, il aura les mains libres, plus de culture, plus de pâturages ; alors on achètera terres et maisons à des prix démentiels (plus de dix fois les prix agricoles). Les Cévennes, c'est si beau ! Toutes ces terres en friche, la brousse, quoi !! Et pour couronner le tout, on conçoit un parc national autour duquel prospèrent le tourisme et ses spéculateurs. On s'intéresse également aux communautés «néo-archaïques», pour faire couleur locale, des indiens, quoi !!

Que faire pour entraver les mains de tous ces technocrates spéculateurs, de ces trusts et de ces corbeaux qui guettent le pays à l'agonie ? Il faut regrouper les bonnes volontés, celles des cévennols, celles des jeunes agriculteurs installés dans le pays, celles des gens de l'extérieur.

Il s'est créé une S.I.C.A. Cévennes afin de contrer les spéculations, d'aider les jeunes agriculteurs à s'installer, d'aider ceux qui y sont déjà à y rester, afin de préserver la vie dans nos régions.

A Monoblet (région de Lassalle) un terrain menaçait de passer aux mains d'une agence immobilière belge ; des paysans et des jeunes se sont regroupés et avec le propriétaire (origine de la S.I.C.A.) ont contré, en ramassant l'argent nécessaire le projet de ce gros spéculateur.

D'autres exemples de luttes : près de St-André-de-Valborgne des jeunes, des agriculteurs sont en procès depuis 3 ans avec les gros bonnets régionaux pour l'acquisition d'un village destiné à devenir un centre touristique. Vers Ste-Croix-Vallée-Française, un couple de jeunes agriculteurs ont occupé une ferme isolée, propriété d'un rapatrié qui cumule à lui seul plus de trois cent hectares à des fins spéculatives.

Les actions se multiplient mais le contact n'est toujours pas établi avec les gros des habitants cévennols. Dans le cadre de la S.I.C.A., un fait très important est que les paysans et jeunes se sont regroupés pour avoir plus de poids sur l'énorme machine qui les oppresse. La S.I.C.A. Cévennes a besoin d'aide, d'argent et de soutien pour la sauvegarde de la vie en Cévennes.

Comité de Soutien à la SICA Cévennes

pour soutien Bernard Burlot
CCP 2 142 74 C Montpellier

un exemple d'injustice

Pour n'avoir pu payer régulièrement sa pension alimentaire, due pour ses deux enfants (les parents sont divorcés), du fait que cet ouvrier était au chômage et qu'il n'avait droit à aucune indemnité, le tribunal de grande instance de la Roche-sur-Yon le condamne à trois mois de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. Cet ouvrier ne possédant aucun antécédent judiciaire. On lui inflige trois ans de mise à l'épreuve, avec tout ce que cette chose-là comporte (se présenter chaque mois à son éducateur, présenter ses bulletins de salaire, ses talons de chèques justifiant le paiement de la pension alimentaire, interdiction de partir plus de huit jours de son domicile sans en demander l'autorisation, etc...). Le peu de liberté que nous laisse la bourgeoisie devient totalement nul quand on se retrouve pris à ce piège. Cet ouvrier ne pouvant accep-

ter pareille injustice, décide d'envoyer une lettre au juge d'application des peines, à Le-canuet, où il dénonce modestement mais directement l'injustice dont il a été l'objet, en termes très vifs, mais corrects. Il dénonce l'injustice de la justice, il spécifie que, désormais, il ne se présentera plus aux convocations de la justice, qu'il reprend sa liberté qui était sienne auparavant.

Huit jours après, les flics viennent le cueillir, il est emprisonné immédiatement. Dans sa prison, le détenu parle de faire une grève de la faim de manière à alerter l'opinion publique. Quatre jours après, on le juge et on le remet en liberté. On le juge à huis-clos (de manière à ne pas lire sa longue lettre en public, ça aurait pu gêner les justiciers) et le soir même, il est de nouveau libre.

Au même moment, un entre-

preneur de Verdon (44), responsable de la mort d'un jeune homme de 18 ans, encore apprenti et effectuant des travaux pour lesquels il n'était manifestement pas qualifié, sur un chantier du bâtiment (accident survenu le 1^{er} mars), ce chef d'entreprise a été condamné à un mois de prison avec sursis et il devra tout simplement verser une amende de 600 F, une misère...

Ce chef d'entreprise a tué, il a envoyé à la mort ce jeune homme. De l'autre côté, l'ouvrier ne pouvant régler sa pension alimentaire est durement condamné, et pourtant, il n'a pas tué, ses enfants ne sont pas dans la misère.

La mort d'un ouvrier, ça ne coûte pas cher. Deux poids, deux mesures.

R.C. La Roche-sur-Yon

1976	janvier					le quotidien du peuple
lun	5	12	19	26		
mar	6	13	20	27		
mer	7	14	21	28		
jeu	1	8	15	22	29	
ven	2	9	16	23	30	
sam	3	10	17	24	31	
dim	4	11	18	25		

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

FRONTROUGE

N° 2 - NOUVELLE SÉRIE

organe central du P.C.R. (m-l)

est paru

le numéro : 5 F

Passez vos commandes

FRONTROUGE - BP 161
75864 - PARIS CÉDEX 18
CCP 31 191 14 - La Source

JE SOUSCRIS

10 F 50 F

100 F F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

après la réunion du Comité d'Action Régional Viticole à Béziers

"nous venons de déclarer la guerre économique"

Samedi 3 janvier, le Comité Régional d'Action Viticole s'est réuni dans l'après-midi à Béziers. A l'ordre du jour : le compte-rendu de la réunion du 30 décembre avec Chirac, Bonnet et Fourcade et les modalités d'action à décider.

Un membre du Comité Régional d'Action Viticole, dans la soirée de samedi, nous a fait part du contenu de cette discussion :

— A l'analyse des mesures obtenues à Paris : «C'est la déception et le sentiment qu'on en veut à notre peau».

— Cette réunion est un pas en avant incontestable dans la prise de conscience de la grande majorité du Comité Régional d'Action Viticole, de la réalité des problèmes viticoles.

«Le problème est politique et que politique», insiste ce membre du CRAV qui se bat depuis des années contre l'idée selon laquelle la solution serait économique. «C'est Chirac, le chef de la répression qui parle et qui décide», ajoute-t-il.

Bonnet, Fourcade n'ont aucun pouvoir réel, «les négociations avec Chirac sont très dures et il n'a aucune concession».

En effet, le but du gouvernement, au cours de ces semblants de négociations, est de faire admet-

tre aux viticulteurs que tout ce qui touche à l'Europe ne peut recevoir aucune réponse immédiate mais que les revendications restant strictement dans le cadre national peuvent trouver une solution. Quoi de plus hypocrite ! On peut faire confiance au gouvernement pour retarder les négociations sous prétexte «d'incidences communautaires».

vidage des camions de vins importés. Dans un deuxième temps, s'il n'y a aucune amélioration, on va demander l'arbitrage de Chirac et nous préparons une ou plusieurs journées de convergence des luttes pour une opération «Midi-mort». Tout sera fermé et il n'y aura plus aucune activité. Et si ça ne marche pas toujours...

sation des importations par les négociants agréés et c'est un moyen pour le gouvernement de se décharger de sa responsabilité en la faisant supporter uniquement par les négociants.

QdP : Est-ce qu'il a été décidé des grandes journées d'action avec les travailleurs en lutte, en contactant les syndicats CGT et CFDT ?

— Dans l'immédiat, rien n'est précisé mais nous le ferons pour les actions «Midi-mort» pour obtenir un véritable succès. Personnellement, je refuse la grande journée en un seul point car, chaque fois, c'est le «casse-pipe» et ce sont toujours les mêmes qui prennent les coups.

Donc, si l'année 1975 a marqué un pas de plus dans la lutte des viticulteurs, l'année 1976 a très peu de chance d'être marquée par la paix sociale, n'en déplaise à Giscard et compagnie qui doivent savoir que de Montpellier à Carcassonne, en passant par Béziers, «on s'intéresse de plus en plus aux événements de 1907, racontés avec enthousiasme par nos grands-parents», comme me le disait un jeune viticulteur de l'Aude.

d'après Robert RIVIÈRE



Comme nous le précise ce membre du CRAV, les viticulteurs ne se laissent pas tromper. «Il nous faut maintenir le rapport de force, dans un premier temps, avant l'entrevue du 7 janvier avec Bonnet seulement. Nous venons de déclarer la guerre économique : ne plus payer les impôts, la TVA, la Mutualité agricole, les indemnités du Crédit Agricole, les engrais, enfin tout, on ne sort plus un sou et on intensifie le contrôle et le

Le Quotidien du Peuple : Le mot d'ordre de formation de commando par village est-il maintenu ?

— Oui, il est même intensifié, on demande une organisation dans tous les villages.

QdP : Que penses-tu du projet de loi sur l'institution d'un agrément sur le commerce du vin ?

— C'est une arme à double tranchant, c'est la légali-

Bourgogne-Électronique

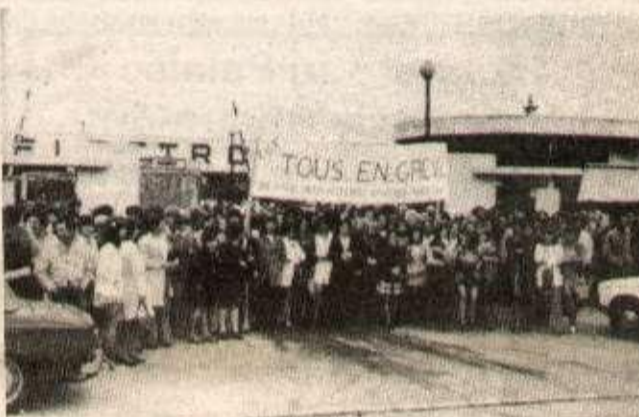
refus massif de travailler durant les fêtes

Depuis le 29 décembre, sur les radios périphériques, et dans la presse locale, de nombreuses interventions ont été faites, sur le thème «A Bourgogne-Électronique, les ouvrières se sont mises très nombreuses en maladie pour faire le pont de Noël et du jour de l'an».

S'il y a un nombre plus élevé de femmes absentes actuellement, cela se comprend, vu la fatigue accumulée à la fin de l'année. 500 femmes avaient débrayé un quart d'heure pour réclamer la 5^e semaine de congés payés, au lieu de faire, comme le voulait la direction, un pont de 11 jours récupérables

pendant 4 mois. La direction avait catégoriquement refusé tout pont pour les fêtes. Nous n'avons donc pas eu une seule journée de congés !

Les femmes ont riposté en se mettant massivement en maladie. Il y a au moins 400 ouvrières absentes, sur un effectif d'environ 1 750 personnes. Or, nous avons obtenu, depuis la grève de 73 qui avait duré trois semaines, les accords de mensualisation qui font que sur une année, nous avons droit à 45 jours de maladie, payés à 100 %, le complément des indemnités de la Sécurité Sociale étant versé par l'entreprise. Cela n'est pas du



gout de la direction, qui aujourd'hui parle de «certificats de complaisance» des médecins pour cette période de fin d'année. Alors que les femmes ont toutes besoin d'un repos que la direction nous refuse !

Le chef du personnel a déclaré à la télé, le 30 décembre, que la direction générale pourrait bien ne pas verser certaines indemnités. Evidemment, devant l'ampleur prise par cette campagne, il s'est rétracté. Il prétend devant les délégués ne pas savoir qui a déclenché cette campagne.

Nous dénonçons cette campagne contre les acquis des travailleurs, concernant l'indemnisation des journées maladie, c'est une atteinte à la possibilité de prendre un repos bien légitime quand on en a besoin. Nous dénonçons aussi le fait que la télé, venant à l'usine, est allée filmer uniquement l'«atelier modèle», agrémenté de saps de Noël et de pots de fleurs. Les reporters ne sont pas allés filmer les cadences et le travail fastidieux des monteuses du mica, ni l'atelier céramique, où l'on respire des poudres blanches toxiques toute la journée...

Et ce dont ne s'est pas vantée la direction, c'est qu'à côté des maladies, il y a actuellement près de 300 personnes qui chôment pour les fêtes !

Correspondant Bourgogne-Électronique

Les travailleurs du Livre en lutte

CHAIX : journées portes ouvertes

Monique CHERAN

UNE GRANDE ABSENTE, LA LUTTE

Samedi après-midi, beaucoup d'animation dans le quartier des Pucés à Saint Ouen, comme d'habitude. Sur les trottoirs, des travailleurs de l'imprimerie Chaix appellent les passants à la Journée Portes Ouvertes, dans l'usine occupée, vendant les calendriers et les cartes postales qu'ils ont éditées pour le soutien. Devant l'entrée, ils ont monté un stand-frites qui connaît un grand succès. Dans le hall sont exposées les différentes productions des travailleurs : posters, revues de toutes sortes (Elle, Modes et Travaux...), des panneaux avec des photos représentant la lutte. Les femmes de l'usine vendent des lainages, des bibelots qu'elles confectionnent. Une bande sonore nous invite à venir visiter les différents ateliers. Par groupe d'une dizaine de personnes, sous la conduite d'un travailleur de l'usine, nous suivons le «parcours de la visite». Aux différents postes, un ouvrier nous explique le fonctionnement de la machine, les

procédés de fabrication pendant une heure. Des familles habitant le quartier sont là, des parents des grévistes, des jeunes. Les groupes se croisent dans le dédale des ateliers. Quelques questions sont posées sur les techniques, le travail. Mais la grande question absente de cette

visite, c'est la lutte elle-même ! Quoi d'étonnant, dans ces conditions, si presque personne ne reste pour le débat qui n'est pas même annoncé par le «guide» ? Les gens s'en vont au fur et à mesure. Qu'ont-ils appris, sinon ce que produisait l'usine ?

LES CONSEILS DE DÉBUT D'ANNÉE...

La société Imprima (imprimerie à Saint Romain de Giers Rhône) envisage de licencier 95 travailleurs. Ces licenciements sont la conséquence des restructurations qui s'opèrent actuellement dans l'Édition lyonnaise. Imprima vient de réunir une partie du matériel technique des 2 imprimeries lyonnaises dépendant d'une part de la Société Nationale des Entreprises de Presse et de l'ancienne société «Marel» de Givors. Le matériel pourrait être repris par le groupe «Entreprise de presse n°1» (le trust qui édite déjà «Le Progrès» et «Le Dauphiné»). Une fois n'est pas coutume, les révisionnistes du Syndicat du Livre s'ils daignent parler des «menaces qui pèsent sur les travailleurs», c'est avant tout parce qu'ils sont «préoccupés de l'avenir de l'entreprise» (entendez de son profit!) «Quelles aberrations de payer 95 chômeurs à 90% pendant un an... dans la situation actuelle où aucune offre d'emploi n'est envisageable, alors qu'à moindre frais l'entreprise peut être sauvée». Patrons soyez logiques, réfléchissez quelques instants, si vous gardez ces ouvriers, cela ne vous rapportera-t-il pas plus en fin de compte ? Voilà, en clair ce que veulent dire les révisionnistes ! Décidément ils ne sont pas avares de conseils, quand il s'agit de défendre les profits capitalistes ! Mais ce que veulent les travailleurs, c'est riposter aux licenciements, leur faire échec !

les responsabilités du PCF

Dans la discussion qui suit la visite, certains travailleurs nous font remarquer : «il y a moins de monde que l'an dernier, où il y avait déjà eu des portes ouvertes». Sur l'occupation elle-même, des questions se posent : peu de monde chaque jour, aux Assemblées Générales. Pourtant, la volonté de lutte apparaît, car tous savent bien qu'ils n'ont que cette solution. «Pas question d'accepter les 640 licenciements aujourd'hui». Mais quelles perspectives ? Quelles explications ? Quelles actions ?

Le débat qui s'ouvre enfin (avec très peu de monde !), apporte les réponses... du PCF sous couvert de la direction CGT : en effet, le point mis en avant, c'est «le rapatriement des travaux effectués à l'étranger» alors que des publications du parti révisionniste français sont imprimées... en RDA ! Le démantèlement de l'imprimerie en France n'aurait qu'une seule cause «la fiscalité écrasante, injuste, pour les imprimeurs français». L'explica-

tion qui suit, c'est guise d'arguments : «malgré les progrès amenés par l'audiovisuel, il n'y a quand même rien de mieux que de lire un bouquin !». La défense de l'emploi vient en bonne dernière.

Pourtant des travailleurs réclamaient «un rapport de force réel» qu'en restant dans la situation du Parisien, on ne construit guère ; les meetings s'enchaînent sans que rien n'avance et ne fasse plier le gouvernement et son Plan Lecat. De quoi sont nourris les Assemblées Générales ? Pourquoi, pour préparer cette «porte ouverte» tant de temps passé à discuter la vente de cartes postales et le stand de frites et si peu pour l'animation politique ? De nombreux travailleurs (et notamment du Livre) venus soutenir les Chaix en lutte, s'interrogent et posent ainsi, de fait, la responsabilité des faux communistes (qui dirigent la CGT de l'entreprise) pour l'avenir de cette bataille pour l'emploi.

politique

la tempête : A LILLE, ROUBAIX...

NOMBREUX DEGATS DANS LES HABITATIONS POPULAIRES

La tempête a soufflé avec violence sur le Nord de la France, la Belgique et la Grande-Bretagne dans la nuit de vendredi à samedi. La région de Lille a été particulièrement atteinte. A Lille, Roubaix, pour beaucoup, se fût une nuit blanche, pour certains une nuit d'angoisse. Certains quartiers ont été endommagés : il ne s'agit pas bien sûr, des solides maisons bourgeoises mais des logements dits «sociaux», des quartiers populaires.

Ainsi, à Roubaix, rue Brosollette, la toiture de deux maisons a été enlevée par le vent : il y a des limites à la résistance des cartons bitumés. C'est dans le quartier des «Biscottes» que les dégâts ont été les plus importants. Les «Biscottes», c'est 2 grandes bâtisses de 18 étages piquées dans un terrain vague à la sortie sud de Lille. Des dizaines de

locataires ont eu leurs vitres brisées. Dans les immeubles parallèles à la rue de Seine et la rue du Rhin, des éléments du toit ont été arrachés, c'est la deuxième fois que cela se produit.

«Vers 2 h 30 du matin, nous avons été réveillés par l'éclatement des fenêtres par le vent. Les enfants pleuraient et on arrivait même pas à ouvrir la porte d'entrée. Nous avons tous été évacués par la police et conduits à la mairie où nous avons passé la nuit avec d'autres familles». Une trentaine de locataires au total, ont été évacués. Pourquoi dans le quartier des Biscottes les bourrasques ont-elles causé autant de dommages ? Le vent n'y a pas soufflé plus fort. Tout près, des maisons de 4 étages en briques sont intactes. Les premiers éléments d'explication, c'est M.T. qui nous les donne :



«des immeubles, ça fait 7 ans qu'ils sont construits, ils ont été construits sur des champignonnières, ce n'est pas étonnant qu'ils ne soient pas stables ; quand ils ont été construits, le terrain s'est effondré sous une grue, il y a eu un mort, on a remblayé avec des débris».

Pour des immeubles qui ont 7 ans, ce qui frappe, c'est l'état avancé des dégradations. Un jeune du 17^e nous explique : «des fenêtres ne tiennent pas fermées ; dès qu'il y a du vent, elle claquent ; rien n'est réparé ; les CIL (Sociétés responsables des logements) ne se déplacent pas pour les réparations pourtant on paye cher

550 francs pour 4 pièces. Normalement les CIL doivent payer tous les dégâts. Ils sont venus faire un constat. Ça risque d'être long».

La tempête et les dégâts qu'elle a occasionnés, ce n'est en fait dans cette cité des Biscottes qu'un problème parmi beaucoup d'autres : le mauvais entretien général, l'éloignement du centre ville et des équipements principaux (poste, mairie, etc...).

Aux Biscottes, on a vraiment l'impression d'être coupé de tout et ignoré de tous, il faut vraiment une tempête pour qu'on parle de ce quartier.

Serge LIVET

Incendie au Palais de justice de Chaumont

Le Palais de Justice de Chaumont (Haute-Marne) a été détruit par un incendie dans la nuit de samedi à dimanche. Si les hypothèses d'un court-circuit et de fuites dans la chaufferie sont avancées, certains ne se gênent pas pour laisser entendre qu'il peut s'agir d'un attentat commis par les défenseurs des soldats et syndicalistes emprisonnés.

distributeurs d'essence greve illimitée annoncée pour lundi

Après les grèves de ces dernières semaines, localisées principalement aux régions Sud de la France, le mouvement des pompistes se poursuit. Les quatre organisations syndicales de détaillants en combustibles ont lancé un mot d'ordre de grève nationale illimitée.

Quels sont les distributeurs concernés et pourquoi une telle grève ?

Il faut savoir que les 45 000 détaillants ont des statuts bien différents. On rencontre 10 à 15 000 garagistes qui vendent aussi de l'essence, 25 000 concessionnaires propriétaires de la station et 8 000 gérants libres dont les installations appartiennent souvent aux grandes compagnies. Le reste est accaparé par les grands groupes commerciaux propriétaires d'hypermarchés ou filiales directes des grandes compagnies : leur part, déjà 12 % du marché, grandit rapidement grâce à la concurrence avantageuse qu'ils font aux plus petits détaillants souvent obligés de fermer la pompe.

En effet, non seulement le système des prix avantage les grandes surfaces qui vendent le litre d'essence 6 centimes moins

cher, mais encore elles pratiquent des marges bénéficiaires supérieures grâce aux ristournes (plus de 20 centimes) accordées par les compagnies pétrolières.

Cette réglementation favorise le développement de la concentration du commerce : les grands groupes commerciaux peuvent ainsi accaparer la part du profit qu'ils abandonnaient jusqu'alors aux petits commerçants.

Et les quelques concessions que le gouvernement a accordées aux détaillants : 2 centimes de plus par litre aux pompistes, lors de la dernière augmentation de l'essence, blocage à 6 centimes par litre du rabais accordé à leurs clients par les grandes surfaces, ne peuvent pas satisfaire les petits détaillants.

C'est justement contre cette concurrence et pour l'augmentation de leur marge bénéficiaire que les distributeurs vont se mettre en grève à partir d'aujourd'hui. Ce mouvement sera sans doute diversement suivi : des employés de stations moyennes que nous avons rencontrés nous ont déclaré que leurs patrons ne feraient pas la grève.



«Je ne leur en veux pas»

Dimanche en fin de matinée, les automobilistes étaient plus nombreux qu'à l'habitude dans les stations service. Mais ce n'était ni l'affolement, ni l'hostilité à propos de la grève. Les travailleurs que nous avons interrogés ne s'y montraient pas opposés : «Ils se battent pour défendre leur gagne-pain», nous ont dit plusieurs en parlant des petits pompistes. «Je vais travailler en voiture, déclarait un chauffeur de car dans une station de Saint-Ouen, si la grève se prolonge, ça va poser des problèmes, mais je ne leur en veux pas. Lorsqu'on fait grève, c'est une gêne pour

ceux qui prennent le bus, mais la solidarité, ça joue entre les travailleurs».

Que tous les distributeurs d'essence ne sont pas à mettre dans le même sac, cela paraissait évident pour la plupart de ceux que nous avons rencontrés. C'est ce que confirmait cet ouvrier d'une usine de Saint-Ouen : «Les gros ne fermeront pas et si les grévistes gagnent, la hausse des marges bénéficiaires va encore les favoriser. C'est un peu comme les cadres qui ne font jamais grève et qui obtiennent des augmentations plus fortes que les ouvriers».

les neufs s'unissent contre le "terrorisme international"

Les ministres des Neuf envisagent de se concerter pour mettre au point une coordination de leur police pour lutter contre le «terrorisme international». Il s'agit de l'institution d'un organisme analogue à ce qu'est l'Interpol pour les affaires de droit commun. Prenant prétexte des prises d'otages récentes (Vienne, Londres, La Haye) il s'agit plus généralement de renforcer la coordination des forces répressives contre les mouvements révolutionnaires et les masses populaires des différents pays européens.

Le «Journal du Dimanche» n'a pas raté l'occasion d'un titre et d'un long article pour approuver et justifier ce projet. Nous n'en sommes pas surpris car il est expert en la matière.

Il a été le premier, en effet, à développer largement le thème du «complot international» dès le lendemain des premières arrestations de soldats et l'on sait aujourd'hui combien la Cour de Sécurité de l'Etat elle-même est bien en peine de trouver dans son très volumineux dossier le moindre élément pour défendre cette «argumentation».

Si le «brillant» article de Colletta, publié hier, reste muet sur ce «plan anti-terrorisme», c'est qu'il ne lui sert que de prétexte à déverser sa haine contre les révolutionnaires par l'intermédiaire du très classique amalgame entre terrorisme et révolution. C'est bien entendu les Palestiniens qui constituent une première cible. Ils sont décrits comme des «fanatiques», ils sont les instigateurs d'une «internationale du crime». C'est une bande de «tueurs fous» payés par les «émirats pétroliers». Là encore, notre journaliste ne se distingue pas par la finesse des arguments et l'on admet volontiers qu'il est suffisamment stupide pour ignorer complètement les objectifs de la Résistance Palestinienne et de la lutte qu'il mène quotidiennement dans les territoires occupés par Israël.

Et si «le Journal du Dimanche» fustige le «terrorisme», sa cible réelle est ailleurs. Notre Colletta est inquiet «parce que la cause palestinienne est particulièrement mobilisatrice pour les mouvements contestataires des différents pays occidentaux».

Ainsi, en prenant prétexte des attentats et prises d'otages (dénoncés d'ailleurs par l'OLP), il vise la Résistance Palestinienne, mais aussi, par delà le soutien qu'ils lui apportent, les révolutionnaires et les peuples d'Europe.

Hausse du prix des voitures : 50 % en 2 ans

Le prix des voitures Renault a augmenté de 5,7 % le 2 janvier ; Simca de 5,6 % et Peugeot de 5 % le 12 janvier ; Citroën dans le courant du mois. Depuis dix-huit mois, cela fait une hausse de plus de 30 %. Pour la R 5 Renault, c'est une augmentation de 50 % en deux ans. Le patronat de l'automobile prend prétexte que la production a baissé de 13 % en 1975 par rapport à 1973. Il reste que le salaire des ouvriers (de l'automobile comme les autres) est très loin de suivre ces hausses.

Concorde : visa pour les USA ?

C'est aujourd'hui qu'est examinée, à Washington, sous la présidence du ministre des transports américains Coleman, l'autorisation ou non pour le «Concorde» d'atterrir aux USA. La décision finale ne devrait être connue que dans un mois.

Les compagnies aériennes américaines qui s'y opposent ont mis en avant, avec une campagne de mobilisation de l'opinion publique, les nuisances de Concorde (bruit, fumées, équilibre biologique...). Ces attentions généreuses de la part des compagnies américaines prennent appui sur la concurrence que leur ferait la British Airways et Air France avec Concorde.

Le gouvernement américain, dont dépend l'administration de l'aéroport de Washington, pourrait accorder l'autorisation pour celui-ci. Mais ce n'est pas le cas de l'aéroport de New-York qui est le nœud de toutes les relations commerciales et industrielles. Un refus d'atterrissage signifierait que la ligne des USA serait de fait interdite pour le Concorde.

Dans ce cas, ce serait pour l'avion franco-britannique un échec qui remettrait sérieusement en question son avenir commercial. Si les compagnies européennes ne peuvent l'utiliser sur la ligne des USA, les capacités de vente de Concorde se restreignent considérablement.

Le sort de l'industrie aéronautique franco-britannique est, à ce niveau, soumise à la décision qui sera prise à Washington dans un mois.

après le licenciement de deux éducateurs à Châlons-sur-Marne

«NOUS REFUSONS TOUTE COLLABORATION AVEC LA POLICE»

Nous publions aujourd'hui l'interview de deux travailleurs sociaux, éducateurs en prévention à Châlons-sur-Marne, qui ont été licenciés. Pourquoi ? Parce qu'ils refusent de collaborer avec la police, de «mettre de l'huile dans les rouages», de servir de caution libérale dans la répression des jeunes. Parce qu'aussi, ils étaient, aux yeux de l'administration, trop liés aux gens du quartier. Aujourd'hui, un grand nombre de travailleurs sociaux se sentent «pris entre deux feux», parce qu'ils réalisent le rôle que la bourgeoisie veut leur faire jouer. Et quand ils en sortent, c'est très vite la répression. Nous invitons tous nos lecteurs qui se sentent concernés par cette question à nous écrire, à en débattre dans le Quotidien.

Le 27 octobre, le service de Prévention de Châlons-sur-Marne est suspendu. Le 4 décembre, deux éducateurs sont licenciés, un troisième a un avertissement (fautes «graves» : distribution d'un courrier remettant en cause la compétence du chef de service, occupation de locaux, séquestration du chef de service).

Nous avons interviewé les deux éducateurs licenciés qui refusent cette mesure et sont décidés à lutter pour en montrer la nature politique.

Le Quotidien du Peuple : Qu'est-ce que le travail d'un éducateur en prévention ?

— R. : Contrairement aux autres travailleurs sociaux, nous n'avons pas de mandat. Nous entrons en contact avec les gens uniquement à leur demande. Par exemple, on peut rencontrer quelqu'un au bis-

trot, qui nous parle d'un problème particulier (alcoolisme, famille, incarcération...). Nous pourrions l'aider grâce à notre réseau de relations et à notre connaissance des institutions. Nous n'imposons pas une solution, mais nous fournissons une information qui doit permettre de faire un choix. De ce fait, nous devons travailler dans une certaine illégalité, par exemple accueillir des jeunes en fugue...

QdP : Quelle conception avez-vous de votre travail ?

— R. : Nous refusons d'être assimilés à une institution de surveillance ou de répression, nous refusons toute collaboration ou confusion avec la police. Nos principes sont : libre demande, anonymat, tolérance. Il arrive qu'on nous demande des noms, nous nous y sommes toujours refusés.

D'autre part, nous ne

voulons pas donner bonne conscience par rapport aux carences du système, en mettant de l'huile dans les rouages qui grincent, mais nous voulons faire poser des problèmes. On ne veut pas «animer le quartier» comme ça, pour faire passer le temps aux gens. On veut leur donner un «pouvoir d'expression». Par exemple, quand des gens ont été menacés d'expulsion, on leur a fourni des textes pour se défendre.



QdP : Quelles ont été les contradictions avec le chef de service ?

— R. : Derrière les prétextes, il y a un problème d'orientation. On nous demande de «signaler des cas», donc de fournir des noms. Surtout, on nous a reproché d'être trop proches des gens du quartier, d'être de leur côté : «Alors que vous êtes payés par la municipalité et l'État, vous ne jouez pas le jeu, vous

êtes passés de l'autre côté de la barrière». Le chef de service est allé jusqu'à dire qu'il préférerait nous payer à ne rien faire, dévoilant bien ainsi le rôle de caution et d'alibi qu'il veut nous faire jouer. Il y a eu également des entraves administratives à notre travail : on nous a demandé, pour tous les déplacements de nuit, un ordre de mission avec les noms des personnes concernées, ce qui entre en contradiction avec l'anonymat.

QdP : Comment s'est concrétisée la répression ?

— R. : Notre chef de service a voulu remettre en cause notre orientation, sans qu'il ait aucune pratique professionnelle (deux heures sur le quartier dans l'année !). C'est lui qui avait un pouvoir absolu sur nous et notre travail. Alors, il a trouvé une «faute grave» : avoir signé un bon de vacances prolongé de quatre jours ! Il

faut préciser que nous dépendons du Centre Régional de l'Enfance Inadaptée (CREAI), organisme semi-public avec un Conseil d'Administration comprenant des représentants de la Préfecture, des PDG de l'Enfance Inadaptée, le personnel n'ayant qu'une voix consultative.

Ce C.A. a cautionné le chef de service, sans nous permettre de nous défendre. Ces méthodes posent un problème dans toute la région. Partout des problèmes se posent concernant l'orientation et le sens de notre travail. Ainsi la grève du 2 décembre pour nous soutenir a été faite par l'école d'éducateurs de Reims. A chaque fois, la réponse, c'est la répression, comme au Foyer Maternel de Reims. On ne peut même plus retrouver du travail, puisque tout dépend du CREAI, il est même possible qu'une liste noire soit communiquée à d'autres régions.

QdP : Ces problèmes se retrouvent-ils au niveau national ?

— R. : Oui, on s'aperçoit que partout les services de prévention ont des problèmes, parce que les éducateurs posent des questions sur l'orientation de leur travail et sur ce que fait la police dans les quartiers. De plus en plus, on les remplace par des services plus ou moins policiers, on met en place

des éducateurs-flics dépendant du Ministère de la Justice, qui utilisent apparemment les mêmes méthodes que nous, pour s'infiltrer chez les jeunes.

D'autre part, il est clair qu'on nous reproche de ne pas assez «alimenter» le système d'établissements de l'Enfance Inadaptée. Il y a toute une mafia dont les jeunes ne sortent pas. De 2 ans à 18 ans, il y a toute une filière : foyer de l'enfance, centre d'observation, foyer de semi-liberté, pour finir souvent à la maison d'arrêt. Le système secrète la délinquance, il faut bien que les directeurs aient leurs établissements remplis. L'enfance inadaptée pourrait être cotée en bourse ! On nous reproche de ne pas envoyer assez de «clientèle», car nous voulons que les jeunes essaient de s'en sortir en dehors de ces structures.

QdP : Comment concevez-vous la lutte maintenant ?

— R. : Nous allons la faire connaître par tous les moyens. En attaquant notre licenciement en justice, mais aussi avec les gens du quartier et les autres éducateurs. Il ne s'agit pas simplement d'un conflit entre employé et employeur, mais vraiment d'un problème politique, que nous devons poser comme tel.

Interview recueillie par corr. Châlons/s/ Marne

Des économies meurtrières à la SNCF

Le matin de Noël, le Rapi-de 2587 (Flandres-Riviera) venant de Paris et Dijon déraille à la hauteur de Saint-Rémy-en-Chalonnais. Depuis beaucoup d'encre a déjà coulé : «rupture du talon d'une aiguille», «le froid», «aux Arcs comme à Chalon, c'est le cancer du rail»... la SNCF laisse courir tous ces bruits pour mieux éluder ses responsabilités, au nom de la complexité de l'enquête.

De longues études patronales, *La Vie du Rail* ont vanté la future ligne rapide Paris-Lyon. Diminuant le trajet d'1h44, cette ligne nouvelle doublerait le parcours actuel sur 227 kms, avec jonction sur Dijon et Mâcon. Conçue pour répondre à «la demande constante de l'industrialisation croissante» selon le PDG de la SNCF (Gentil le mal nommé !), cette ligne suppléerait au tracé

SNCF d'ici 1980, un gouffre à crédits !

Or, dans le même temps, la SNCF recherche un «équilibre financier plus rigoureux». L'Avenant au Contrat de Programme SNCF-Etat du 30 mars 74 prévoyait une augmentation de productivité qui apparaît comme «devant être dépassée cette année», du fait sans doute, du relèvement de tarifs de demain (plus 8% pour les voyageurs et les marchandises) et surtout d'une politique systématique d'économies. Au niveau de la Division de l'Équipement, chargée de l'entretien et du renouvellement des lignes et des installations, cette orientation est particulièrement nette : Les crédits sont affectés en priorité aux essais des trains de prestige (turbo TGV 001) dans les Landes, l'automatisation des études de lignes souterraines (Lyon Part-Dieu...) ou le tracé de la ligne nouvelle Paris-Sud-Est... Tout cela est bel et bon, mais pendant ce temps, on supprime sans arrêt des postes, le travail s'intensifie dans les brigades de la voie et les équipes de surveillance électrique !

Ainsi, pour dégager le Flandres-Riviera et remettre la voie en état (en seulement 48h) l'Équipement a rassemblé de tous les cantons environnant une équipe de 60 cheminots des Voies et Bâtiements. Mais où trouve-t-on de tels effectifs en «temps ordinaire» ? Et pour rendre la voie après l'accident des Arcs

du 20 décembre, les équipes d'astreinte (responsables des urgences) ont, d'arrache-pieds, remis la portion de voie rompue en 40 minutes !

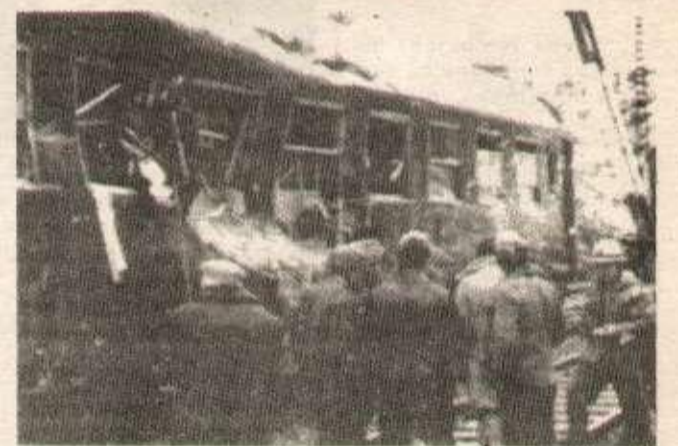
Ces «exploits» auxquels se dévouent les O.S. du Rail, les plus mal payés de la profession, ne peuvent masquer la réalité quotidienne (faute de laisser-aller et de désaffectation de la part de la SNCF pour tout ce qui n'est pas «rentable»).

«Contrôle des rails aux ultra-sons», «contrôle roulant pour dépister les fissures», «dans la courbe de Saint-Rémy, l'aiguille a été vérifiée en septembre 75», bref, «tout était normal», nous disent les ingénieurs... mais, ces contrôles de rail sont trop espacés, inconséquents, comme le sont trop souvent les contrôles d'aiguillages en pleine voie : faute de personnel, de moyens affectés à cela !

Pour régler des tarifs préférentiels à Sacilor pour son trafic tout en lui achetant au prix fort les rails qu'il fabrique à Hayange, par contre, on ne lésine guère à la direction de la SNCF. Et pourtant les garanties de contrôle-qualité des rails ainsi livrés resteraient à discuter !

Il faut mettre en accusation cette politique «d'économies», à sens unique, faite au détriment de la sécurité aussi bien des cheminots que des voyageurs.

Stéphane RAYNAL

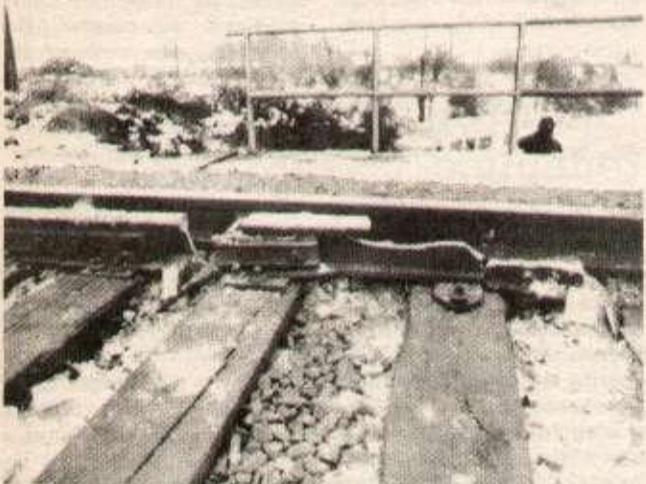


Service Equipement SNCF : des effectifs seulement quand «ça casse» (Chalon)

Drouard, Omnimanu (Paris 18^e) exploitation et insécurité dans les filiales SNCF

Soixante travailleurs de la société Omnimanu sont en grève depuis deux semaines, depuis le 18 décembre précisément. Mais pourquoi ? L'Omnimanu est une entreprise de sous-traitance qui travaille pour la SNCF. Quotidiennement, les travailleurs, pour beaucoup immigrés, chargeaient et déchargeaient des colis très lourds (avoisinaient souvent les 200 kg). Pour leur travail, ils n'avaient en tout et pour tout que des diables classiques. A ces conditions de travail, s'ajoutait le fait que les règles d'hygiène élémentaires n'étaient pas respectées : ainsi, ces soixante travailleurs n'avaient pas le droit à la douche ! Depuis dix ans, ils n'avaient passé aucune visite médicale. A tout cela, s'ajoute l'absence de 13^e mois. C'est contre cette exploitation féroce qu'ils se sont mis en lutte.

Cela n'est pas nouveau. Partout dans les filiales qui travaillent pour la SNCF, ce sont les mêmes conditions de travail féroces. Ainsi, dernièrement, à Ingrandes, près de la ville de Châtelleraut, à l'entreprise Drouard, qui effectue des travaux sur les installations de traction électrique pour le compte de la SNCF, un ouvrier électricien était électrocuté. Electrocuté, tué à cause des cadences de travail, à cause du manque d'effectifs qui oblige les travailleurs à aller toujours plus vite.



Chalon : la motrice et six wagons ont franchi la lame d'aiguillage normalement. Puis, sous le poids de l'un des bogies de la septième voiture, une lame mobile s'est brisée. Les morceaux se sont couchés sur le côté et ont été labourés par les voitures suivantes. Les roues, privées de leur guidage, ont fait sortir la septième voiture de la voie, entraînant les neuf autres dans son sillage.

S'il est vrai qu'à côté de l'hécatombe des dimanches sur les routes, le train reste «sûr», la rentabilité capitaliste en œuvre à la SNCF n'en est pas moins réelle ni ses conséquences moins meurtrières !

actuel «qui ne permet pas l'augmentation sensible des vitesses actuellement pratiquées».

C'est la grande opération de prestige de la direction

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTES DANS LES MINES

Puis s'annonce la grande crise de 1929-1930. Dans les mines, c'est l'époque où les brimades et les amendes se multiplient. Les licenciements aussi ; rien qu'en une année, de 1927 à 1928, le nombre de mineurs de charbon diminue de près de 40 000, passent de 335 000 ouvriers à 297 000.

L'industrie charbonnière connaît une grave crise de surproduction. La surexploitation devient très forte. Au moment même où les compagnies minières licencient, elles veulent rallonger la journée de travail, mettant en cause la loi de 8 heures, promulguée en avril 1919. De 1930 à 1934, les brimades, les amendes, les mises à pied, les déclassements, le rabiot et les bas salaires sont le lot quotidien des mineurs.

Lorsqu'ils remontent les mineurs sont fouillés systématiquement, par les gardes : la moindre gaillette ou le moindre morceau de bois trouvés dans une musette, est un motif de sanction. Des chronomètres sont envoyés dans les voies de base, aux pieds de taille, pour mesurer le rythme d'évacuation du charbon : les compagnies veulent augmenter le rythme du travail. Les chronomètres interviennent eux-mêmes, lorsqu'ils font leurs relevés, pour engueuler les gaillets et pousser tout le monde à aller plus vite. Les compagnies renouent avec une coutume qui avait plus ou moins disparu, en remettant dans les tailles des démonstrateurs d'abatage, ceux que les mineurs désignent avec mépris sous le terme de «macas». Les «macas» ce sont des abatteurs que la direction des compagnies impose dans telle ou telle taille difficile, ce sont des abatteurs dits de «première force», du moins en apparence, car en réalité, la maîtrise leur facilite la tâche pour créer l'illusion. Le but c'est de démontrer, avec le rendement des «macas», que le rendement de la plupart des mineurs est de loin inférieur aux possibilités. Les autres abatteurs se voient alors contraints à suivre tous les jours le rythme imposé par le «ma-

ca», et doivent produire au-delà de leurs forces. Beaucoup de mineurs s'insurgent contre ce système de bagnards et réclament sa suppression.

Les mineurs chôment 3 ou 4 jours par quinzaine et pour un mineur du nord, avec la diminution des salaires et le chômage, sa quinzaine est réduite de moitié. Rien que dans le nord, 30 000 mineurs sont licenciés.

Les dirigeants réformistes de la fédération CGT, appuient les compagnies minières en tentant de dissuader les mineurs de



faire grève. Pour cela, ils emploient un chantage grossier : si vous faites grève, vous risquez d'être licenciés. Un chantage dont on peut noter la similitude avec celui que faisaient certains responsables de la CGT des mines, membres du parti communiste, au lendemain de la catastrophe de Liévin du 27 décembre

dernier. Legay, secrétaire de la fédération réformiste, écrivait en 1932, dans l'«ECHO du Nord» : «Prenez garde, les compagnies minières ne demandent qu'à se débarrasser de dizaines de milliers d'ouvriers». Et Maes, président des mineurs du Pas-de-Calais, ajoute : «Il convient de mettre en garde les ouvriers contre le mouvement de révolte qu'a dû provoquer chez eux, l'amputation de leur salaire déjà insuffisant, et de les inviter à réfléchir sur la portée d'un geste dont les conséquences seraient redoutables».

Mais cette offensive conjuguée des compagnies minières et des réformistes ne décourage pas les mineurs. Une première grève a lieu en 1930 puis, en avril 1931, à l'appel de la fédération unitaire, 50 000 mineurs entrent en grève. Puis, en 1932, 1933, 1934, les grèves vont se succéder, ce sont

télévision

LUNDI 5 JANVIER	MARDI 6 JANVIER
TF 1	TF 1
20 h 00 - JOURNAL	20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES CONQUÊTES D'UN NOUVEAU MONDE : Film US	20 h 30 - LE VIEIL HOMME QUI CRIAIT AU LOUP : Film US
22 h 50 - JOURNAL et fin	21 h 40 - CES ANNÉES-LA 1946-1970 - 1953
TF 1	22 h 40 - DE VIVE VOIX
A 2	23 h 35 - JOURNAL et fin
20 h 00 - JOURNAL	A 2
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES : Jeu	20 h 00 - JOURNAL
22 h 45 - JOURNAL et fin	20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Le Chômage
FR 3	23 h 15 - JOURNAL et fin
20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX	FR 3
20 h 30 - PRESTIGE DU CINEMA : UN HOMME QUI ME PLAÎT : film de C. LELOUCH (1969)	20 h 00 - F.R. 3 75-76
22 h 15 - JOURNAL et fin	20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES - BARQUERO
	22 h 15 - JOURNAL et fin

économie

1975 ANNEE CHARNIERE

Un travailleur sur dix au chômage, une inflation persistante, un déficit budgétaire record, la chute de la production, une balance commerciale déficitaire... 1975 risque bien de rester comme une année charnière de l'histoire du capitalisme français. Non pas d'ailleurs seulement pour des raisons strictement économiques. Les difficultés économiques dans lesquelles se débat l'impérialisme français ne sont en effet qu'un aspect de la crise profonde qui a commencé à attaquer tous les rouages de la domination bourgeoise.

Un travailleur sur dix au chômage, une inflation persistante, un déficit budgétaire record, la chute de la production, une balance commerciale déficitaire... 1975 risque bien de rester comme une année charnière de l'histoire du capitalisme français. Non pas d'ailleurs seulement pour des raisons strictement économiques. Les difficultés économiques dans lesquelles se débat l'impérialisme français ne sont en effet qu'un aspect de la crise profonde qui a commencé à attaquer tous les rouages de la domination bourgeoise.

ce sont les travailleurs qui écopent

Ce n'est déjà qu'après une longue période de laisser-faire que le gouvernement s'était décidé en juin 1974, à adopter, après tous les autres pays impérialistes, un «plan de refoisonnement» de l'économie. Cible officielle de ce plan : la lutte contre l'inflation, qui sévissait alors (8,4 % au premier semestre 1974), touchant gravement les masses populaires, et qui, pour la bourgeoisie, présentait plus d'inconvénients (baisse des exportations) que d'avantages (possibilité de récupérer une part supplémentaire de plus-value). Plus vraisemblablement, il s'agissait pour le gouvernement de tenter de contrôler une crise que laissent présager le boom de la production en 1973, l'accumulation des stocks et le rétrécissement important du marché extérieur en 1974.

quand la barque prend l'eau...

Or, en invoquant à tous propos le quadruplement du prix du pétrole de la fin 1973 pour justifier le développement extraordinaire de l'inflation, puis du chômage, en criant à la catastrophe imminente si tous les français ne voulaient pas se serrer les coudes, le gouvernement, à rebours de ses intentions démonstrait autre chose. A savoir que la lutte des peuples du Tiers Monde contre le pillage impérialiste, conjuguée avec le rejet par les masses en France de la «politique contractuelle» de collaboration de classe, venait aujourd'hui remettre en cause le système impérialiste dans son ensemble. C'est là une idée qui a pris corps dans la classe ouvrière tout au long de l'année 1975, au fil des mesures prises par le gouvernement.

ce sont les travailleurs qui écopent

Une constante en particulier est apparue dans la politique de la bourgeoisie : tout mettre en œuvre pour faire payer la crise aux travailleurs. Développement du chômage partiel ou total, hausse des prix, pression sur les salaires, augmentation des impôts, des cotisations de sécurité sociale, accroissement des rendements, dégradation des conditions de travail et de sécurité, tout est mis en œuvre pour maintenir les profits.

un avenir sous forme de questions

Mais la mise en œuvre de ce plan ne se fait pas sans mal, en raison des contradictions auxquelles l'impérialisme français est en proie. Il lui faut en particulier renoncer aux ambitions du gaullisme, et reconnaître la direction des USA sur l'ensemble des pays industrialisés capitalistes. La conférence avortée de Rambouillet en novembre, les accords entre la CII et Honeywell en sont l'illustration. Il est vrai que la poursuite des efforts du Tiers Monde pour acquérir leur indépendance économique et politique, dont une étape essentielle est la conférence nord-sud en décembre, impose aux pays capitalistes industrialisés de faire front commun sous la direction du plus puissant d'entre eux, pour tenter de maintenir leur politique de pillage. De plus, lors du voyage de Giscard en URSS, la France a clairement accusé sa faiblesse face à l'autre géant : le social-impérialisme. Quelles nouvelles concessions aux superpuissances la France devra-t-elle faire encore ? C'est là une des questions importantes qui restent posées fin 1975.

l'amorce du redéploiement

Derrière cette conduite à vue de l'économie, il y a pourtant bien un projet d'ensemble : «le redéploiement», auquel un colloque est consacré en mai 1975. Il s'agit pour la bourgeoisie d'adapter son appareil productif à la fois aux nouveaux rapports internationaux créés par l'offensive des pays du Tiers Monde, et aux possibilités de consommation des masses que limite l'austérité actuelle. Les grands axes en sont la restructuration de la production vers des branches susceptibles de s'affirmer sur le marché mondial, la priorité donnée à la rentabilité financière, l'alliance avec les firmes multi-nationales

la sécurité sociale et les retraites

La fin de l'année a été l'occasion d'un grand battage gouvernemental sur le «déficit» de la Sécurité Sociale et sur les projets de retraite à 60 ans. ● Déficit ? S'il y en a un, c'est bien celui qui frappe les travailleurs : car la santé, soumise aux intérêts des trusts pharmaceutiques et des médecins, ne cesse de dégager d'énormes profits (QdP du 3/12/75). Au lieu de s'attaquer à ce problème fondamental, les mesures prises le 9 décembre se bornent à accroître les cotisations (+ 1,5 %) ainsi que l'aide de l'Etat ; toutes deux en fin de compte sortent pour l'essentiel de la poche des travailleurs. ● Retraite à 60 ans ? Le projet adopté le 26 novembre (QdP du 27/11/75) est une goutte d'eau pour les travailleurs, (60 000 bénéficiaires par an au maximum), mais une aide substantielle pour le patronat. Car il pourra ainsi mettre au rencart les travailleurs âgés dans les industries où le travail est le plus pénible, et dans celles qui sont les moins rentables : ceci lui permettra, ici de diminuer les effectifs aux moindres frais, sans licenciement, et là d'éliminer les travailleurs les plus usés et d'augmenter les cadences.

RECUL POUR MIEUX SE REDÉPLOYER

En 1975, pour la première fois en 30 ans la croissance aura été négative (de 2,5 %). Cela fait 29 milliards de F de biens et services en moins, soit une perte équivalente à l'ensemble des dépenses de l'Etat pour les transports et le logement, par rapport à 1974. La production industrielle, pour sa part, est revenue au niveau atteint trois ans auparavant (12 % pour les biens de consommation, 30 % pour les biens intermédiaires de juin 1974 à juin 1975). Les biens d'équipement sont restés relativement à l'écart de la récession, ce qui constitue un des signes du redéploiement. La chute qui a commencé en octobre 1974, s'est poursuivie tout le premier semestre de 1975. Elle semble finalement s'être arrêtée, la production stagneant depuis le mois de juin à un niveau particulièrement bas (cf QdP n° 13). Malgré les déclarations optimistes du gouvernement, personne ne s'attend à une reprise rapide, et, si elle a lieu, elle n'aura guère de conséquence sur le chômage qui devrait se maintenir à un niveau élevé (de l'ordre du million officiel).

budget

50 milliards pour les capitalistes

Noté en équilibre par le Parlement en 1974, le budget de 1975 a été révisé à quatre reprises au cours de l'année pour tenir compte des mesures de relance décidées par le gouvernement. Pour consolider les profits des entreprises, et leur fournir les moyens nécessaires à la mise en œuvre du redéploiement de l'économie, l'Etat n'a pas lésiné, les subventions de toutes natures aux entreprises ont progressé considérablement (plus de 25 %) pour atteindre 50 milliards de F en 1975, les prêts ont plus que doublé, tandis que la perception de plus de 9 milliards d'impôts était reportée de 9

conférences internationales

LA FRANCE COINCÉE ENTRE LE TIERS MONDE ET LES DEUX SUPERPUISSANCES

RAMBOUILLET : L'état-major des pays impérialistes s'est réuni à grand renfort de publicité à la mi-novembre à Rambouillet, sur la proposition de Giscard. La bourgeoisie française, qui avait par le passé mené bataille pour que soient pris des engagements fermes de réformes du système monétaire international, en particulier le retour à des parités fixes entre les monnaies (afin de garantir la stabilité des échanges), a officiellement renoncé ce jour-là à ses ambitions. La déclaration finale proclame la volonté commune de «réduire la dépendance énergétique à l'égard des pays producteurs», marquant bien ainsi la signification de cette conférence : la constitution d'un front uni des pays impérialistes, sous la direction des USA, face aux pays du Tiers Monde (cf QdP n° 36 et 37).

commerce extérieur

PAS DE PERCÉE DÉCISIVE

La chute de la production avait entraîné pendant le 2^e semestre de 1974 une baisse importante des importations, et la stagnation des exportations. La balance commerciale française retrouvait ainsi son équilibre pendant les trois premiers trimestres de 1975. Mais, depuis septembre, les importations, de biens de consommation en particulier, ont repris très vivement et la France se retrouve avec un déficit commercial qui va en s'aggravant. L'effort principal de la bourgeoisie a porté sur les exportations de biens d'équipement (machines, usines, etc...) et la conquête des marchés des pays exportateurs de pétrole en voie d'industrialisation. Les tournées des ministres transformés en commis-voyageurs des capitalistes français, n'ont pas permis de rivaliser sérieusement avec les superpuissances, ni avec l'impérialisme ouest-allemand. Mais la France a quand même réussi à vendre en 1975 plus aux pays du Tiers Monde qu'elle ne leur achetait.

conférences internationales

NORD-SUD : Après une rencontre préparatoire en avril, une conférence au sommet entre les représentants des pays capitalistes industrialisés et des représentants de tous les pays du Tiers Monde s'est tenue en décembre à Paris. Il s'agit d'une nouvelle étape, historique, dans la longue marche des pays du Tiers Monde pour la conquête de leur indépendance économique et politique. Malgré toutes les tentatives de division, les menaces de Kissinger, les appels pressants de Giscard à la collaboration de tous au sauvetage du système impérialiste, les pays du Tiers Monde ont réussi à imposer, pour la première fois, des discussions globales sur l'ensemble des problèmes économiques. Quatre commissions, sur l'énergie, les matières premières, les problèmes monétaires, le développement, ont été mises en place. Les travaux, qui doivent se poursuivre pendant toute l'année 1976, débiteront le 11 février à Paris.

économie

par Jacques DUBREUIL
Marcel MÉTAYER
Frédéric MONTAGNET

BILAN 1975 derrière le pilotage à vue de l'économie, un souci faire payer la crise aux travailleurs

production

RECUL POUR MIEUX SE REDÉPLOYER

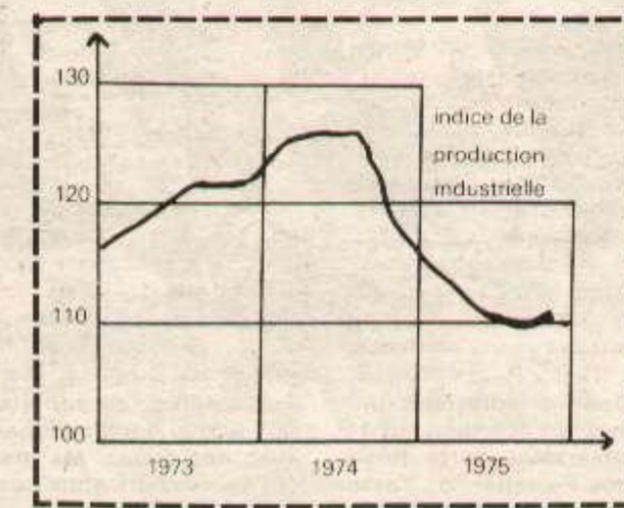
En 1975, pour la première fois en 30 ans la croissance aura été négative (de 2,5 %).

Cela fait 29 milliards de F de biens et services en moins, soit une perte équivalente à l'ensemble des dépenses de l'Etat pour les transports et le logement, par rapport à 1974.

budget

50 milliards pour les capitalistes

Noté en équilibre par le Parlement en 1974, le budget de 1975 a été révisé à quatre reprises au cours de l'année pour tenir compte des mesures de relance décidées par le gouvernement. Pour consolider les profits des entreprises, et leur fournir les moyens nécessaires à la mise en œuvre du redéploiement de l'économie, l'Etat n'a pas lésiné, les subventions de toutes natures aux entreprises ont progressé considérablement (plus de 25 %) pour atteindre 50 milliards de F en 1975, les prêts ont plus que doublé, tandis que la perception de plus de 9 milliards d'impôts était reportée de 9



indice de la production industrielle

la sécurité sociale et les retraites

La fin de l'année a été l'occasion d'un grand battage gouvernemental sur le «déficit» de la Sécurité Sociale et sur les projets de retraite à 60 ans.

● Déficit ? S'il y en a un, c'est bien celui qui frappe les travailleurs : car la santé, soumise aux intérêts des trusts pharmaceutiques et des médecins, ne cesse de dégager d'énormes profits (QdP du 3/12/75). Au lieu de s'attaquer à ce problème fondamental, les mesures prises le 9 décembre se bornent à accroître les cotisations (+ 1,5 %) ainsi que l'aide de l'Etat ; toutes deux en fin de compte sortent pour l'essentiel de la poche des travailleurs. ● Retraite à 60 ans ? Le projet adopté le 26 novembre (QdP du 27/11/75) est une goutte d'eau pour les travailleurs, (60 000 bénéficiaires par an au maximum), mais une aide substantielle pour le patronat. Car il pourra ainsi mettre au rencart les travailleurs âgés dans les industries où le travail est le plus pénible, et dans celles qui sont les moins rentables : ceci lui permettra, ici de diminuer les effectifs aux moindres frais, sans licenciement, et là d'éliminer les travailleurs les plus usés et d'augmenter les cadences.



un travailleur sur dix chômeur total ou partiel

Comme 1974, l'année 75 voit l'explosion du chômage : + 77 % en un an pour le chômage total, 30 fois plus de chômeurs partiels qu'avant la «crise» (QdP du 16/10/75).

Encore les chiffres officiels sont-ils pour le moins douteux : ainsi le chômage partiel (300 000 travailleurs) n'est-il enregistré qu'au-dessous de 40h, alors qu'au-dessus on perd plus (heures supplémentaires) et on n'est pas indemnisé ; ainsi le chômage total (1 000 000) ne tient-il aucun compte des femmes contraintes de rester au foyer faute de crèches ou d'horaires convenables.

L'accord de fin 74 sur les 90 % de salaire garantis aux travailleurs licenciés pour motifs économiques est entré en application en 75. Touchant moins d'un chômeur sur dix, il n'entraîne en rien la multiplication des saisies et des expulsions montrant par là qu'aucune mesure n'empêche le chômage d'être synonyme de misère. Mais, en outre, strictement limité à un an, il a clairement pour but de faciliter la multiplication des licenciements et des embauches qu'exige la politique de redéploiement : c'est-à-dire que le chômage ne reviendra jamais à son niveau d'avant la crise.

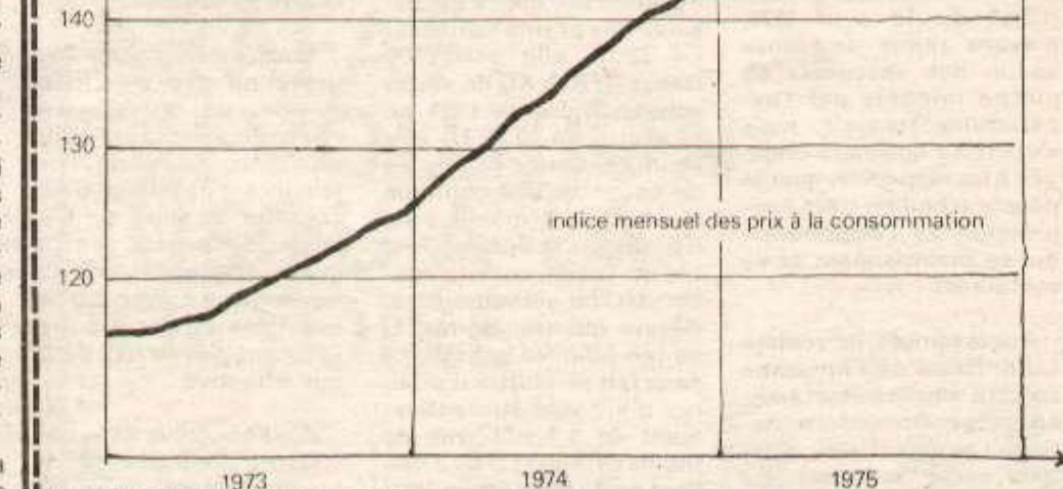
Quant à l'accord du 23 juin 1975 sur l'indemnisation du chômage partiel, il a révélé, derrière son masque social, sa sordide réalité : pour un chômeur partiel, dix travailleurs voient leurs cadences s'accroître. C'est un encouragement à la surexploitation.

commerce extérieur

PAS DE PERCÉE DÉCISIVE

La chute de la production avait entraîné pendant le 2^e semestre de 1974 une baisse importante des importations, et la stagnation des exportations. La balance commerciale française retrouvait ainsi son équilibre pendant les trois premiers trimestres de 1975. Mais, depuis septembre, les importations, de biens de consommation en particulier, ont repris très vivement et la France se retrouve avec un déficit commercial qui va en s'aggravant. L'effort principal de la bourgeoisie a porté sur les exportations de biens d'équipement (machines, usines, etc...) et la conquête des marchés des pays exportateurs de pétrole en voie d'industrialisation. Les tournées des ministres transformés en commis-voyageurs des capitalistes français, n'ont pas permis de rivaliser sérieusement avec les superpuissances, ni avec l'impérialisme ouest-allemand. Mais la France a quand même réussi à vendre en 1975 plus aux pays du Tiers Monde qu'elle ne leur achetait.

prix, salaires : DERRIÈRE LA FAÇADE, LA MISÈRE CROÎT



indice mensuel des prix à la consommation

19,1 % en 1974, 12,9 % en 1975 : telles seraient les augmentations de salaires selon Giscard et les siens («Le Monde» du 23/12/75). Mais trois remarques doivent être faites : ● D'abord les prix : + 13,7 % en 74 et 11,7 % en 75. Comme le rappellent les syndicats de l'INSEE, ils sous-estiment lourdement la réalité et même de plus en plus lourdement (QdP du 7/11/75). Or, même selon ces chiffres truqués, le pouvoir d'achat n'aurait augmenté que de 1,7 % en 75 ! ● Ensuite, ces statistiques ne sont que des moyennes : elles mettent dans le même sac l'OS, que la hausse des prix contraint à rogner sur l'habillement ou le loyer, et l'ingénieur, dont seule l'épargne est touchée. ● Enfin, ils ne s'appliquent qu'aux salariés en activité, alors que nombreuses sont les familles qui ont perdu un salaire, suite à un licenciement. Pour être corrects, ils devraient mesurer la masse des salaires touchés par la classe ouvrière, chômeurs compris : avec cette remarque on aboutit à une baisse du niveau de vie ! Baisse qu'on rapprochera des premiers chiffres de fréquentation des sports d'hiver qui n'ont pas baissé d'un pouce ; misère pour les uns, aisance pour les autres, telle est la réalité de 75.

international

**Espagne : L'AMNISTIE
LE PEUPLE L'EXIGE
LE POUVOIR LA REFUSE**

SUITE DE LA UNE

Mais parler d'amnistie aujourd'hui, c'est reconnaître l'échec de l'indulto comme opération démagogique. Ces mesures de grâce prises par Juan Carlos, lors de son accession au trône, on fait long feu.

Alors, si l'indulto ne désarme pas les masses en lutte, la nouvelle équipe fasciste va essayer par cette «étude» de peser ce qu'elle est obligée de concéder pour donner quelque crédibilité à son replâ-

trage. Il s'agit, pour l'oligarchie de redéfinir les limites, les nuances de la «libéralisation». Car il est bien question d'amoin-drir certains délits, mais non de supprimer purement et simplement la notion de délit d'opinion. Dans l'Espagne de Juan Carlos, il y aura toujours des opinions autorisées et d'autres qui ne le seront pas. Que les premières ne soient plus limitées aux seuls principes du Mouvement National, et qu'elles s'étendent par exemple à la droite libérale (démocratie chrétienne, etc...) ne change rien aux fondements de la dictature fasciste. La modification prévue du décret loi anti-terroriste et des articles sur la propagande et l'association illégales ne constituent pas davantage une promesse de libéralisation. Modification n'est pas suppression, et quand bien même cela serait, le décret est relativement récent : le fascisme a tué, arrêté et torturé sans lui et avec lui. La disparition (si tant est qu'elle s'amorce) des formes juridiques les plus criantes du fascisme, les plus gênantes pour son image de marque, ne signifient nullement que dans les faits, les mécanismes et les instruments de la dictature soient abolis.

Cette abolition de même que l'exercice effectif des libertés ne sera pas octroyée, mais conquise à l'arrachée par les masses en lutte, en fonction du rapport de force qu'elles établissent dans le pays.

Hélène VARJAC



Sahara Occidental

Les forces du Front POLISARIO de libération nationale ont attaqué l'aéroport de la capitale, El Aïoun. L'aéroport avait été remis par les forces coloniales espagnoles à l'envahisseur marocain. Plusieurs hélicoptères, arme de choix dans la lutte contre la guerre populaire, ont été détruits à l'occasion de cette attaque.

**Portugal : indulgence
pour les fascistes**

Braga : Voici quelques semaines, une bande de l'ELP («armée de libération du Portugal, fasciste»), s'est réfugiée dans un couvent de Braga, avec un certain nombre de colons de retour d'Angola. Depuis plusieurs jours, ils multiplient leurs intimidations contre la population, s'en prenant aux gens qui viennent à passer par là. Dans la nuit du 1^{er} janvier, à 10 H du soir, un passant a dû être emmené à l'hôpital à la suite des blessures qu'ils lui ont infligées. Les autorités locales, parfaitement au courant de ces agissements, font preuve d'une passivité complice.

Cependant, le capitaine Sousa e Castro, nouveau responsable de la commission d'extinction de la PIDE (ancienne police politique fasciste) vient d'annoncer, en libérant soixante anciens policiers, qu'il était prêt à n'en garder en prison que quelques dizaines.

**11 ans de
Résistance Palestinienne**

**Arafat : "Révolution
jusqu'à la victoire !"**



Dans un discours prononcé à l'occasion du 11^e anniversaire de la Résistance Palestinienne, Yasser Arafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine, a rendu «hommage au peuple qui se tient debout... hommage aux camarades de la longue route». Il a affirmé la «volonté de lutter par le fusil, artisan des victoires et défenseur de notre peuple», indiquant : «les complotes autour de nous visent à nous ôter ce fusil».

Il a salué : «les victoires remportées grâce aussi à l'unité entre nous et les

masses libres de notre nation arabe, principalement avec nos frères, les masses libanaises : nous nous opposons ensemble au complot et aux attaques sionistes fascistes contre les villages libanais et les camps palestiniens». Il a conclu :

«Luttons par tous les moyens, de toute notre énergie révolutionnaire !»

«Luttons avec toute notre volonté et toute notre foi !»

«Luttons cette année de tout notre cœur ; luttons sur notre terre occupée !»

«Révolution jusqu'à la victoire !»

**Liban : les responsables
musulmans contre la partition**

A l'issue d'une réunion des dirigeants politiques et religieux des trois communautés musulmanes (sunnite, chiite

et druze), un communiqué a été publié à Beyrouth. Les responsables de ces communautés s'y déclarent opposés

aux «déclarations faites récemment par certains responsables» et «mettent en garde tous les Libanais, et particulièrement leurs frères chrétiens, contre le danger de la partition».

Cette déclaration répond à la prise de position récente de Pierre Gemayel, chef réactionnaire des phalanges, qui affirmait : «si chrétiens et musulmans se trouvaient dans l'impossibilité de vivre ensemble... la partition serait la solution naturelle». On se souvient que, depuis plusieurs mois, le déroulement des combats au Liban, tel que les forces réactionnaires les ont provoqués et ne cessent de les alimenter, vise à forcer à cette séparation du pays en deux. Opposer chrétiens et musulmans, délimiter par la terreur les zones musulmanes et chrétiennes, en expulsant les îlots musulmans des quartiers et régions à majorité chrétienne, tel est le plan d'action. Seule la volonté d'unité du peuple libanais, son désir de combattre l'ennemi sioniste au côté de ses frères palestiniens, pourront y faire face.

La nécessité de cette unité est encore mise en relief par les récentes incursions de soldats sionistes en territoire libanais, confisquant les papiers d'identité de plusieurs personnes. Le village libanais de Wadi Sallouni a également subi une attaque à main armée.

**Tchad : LES ROIS DU COTON TRÔNENT
TOUJOURS A PARIS**

A l'occasion de l'affaire Claustre, le gouvernement Mitterrand a fermé les bases militaires françaises. Cependant, l'emprise de la France reste encore importante au Tchad.

La junte militaire au pouvoir depuis le coup d'Etat du 13 avril 1975, n'ayant remis en cause aucun des «accords» de pillage imposés par l'impérialisme français, mais s'étant au contraire engagée à les respecter, pour le peuple tchadien c'est l'oppression et l'exploitation qui se maintiennent et se renforcent.

Par exemple la société Cotontchad où l'ancienne société impérialiste franco-belge Cotonfran détient l'essentiel des capitaux reste maîtresse du coton et donc de l'économie tchadienne. Cette culture, introduite en 1927, par le colonialisme français a été imposée aux paysans tchadiens. En 1962, peu après «l'indépendance», le gouvernement de Tombalbaye l'a imposé à l'ensemble du pays sous peine de très fortes amendes ou d'un emprisonnement de 108 jours. Cette culture mobilisant beaucoup de terres et beaucoup de bras (pour 100 000 tonnes de

coton en 1970, 300 000 familles ont dû travailler 145 jours) les paysans se sont trouvés dans l'impossibilité de cultiver ce qui était nécessaire à leur vie. Et, en plus leur récolte leur est achetée à un prix dérisoire. Par contre la Cotontchad, elle, s'est assurée des profits fabuleux. En 72-73, elle vend 108 francs CFA le KG de coton acheté 31 francs CFA au paysan ; en 73-74, elle vend 281 francs CFA le kg de coton qu'elle continue d'acheter au même prix. Par ailleurs la Société Textile du Tchad, société mixte franco-germano-tchadienne qui transforme le co-ton pour les besoins locaux fait un chiffre d'affaires qui passe successivement de 1,4 milliards de francs CFA en 1970 à 1,7 milliard en 71 pour atteindre 2 milliards en 1974. Pendant ce temps, les chemises passent de 5 000 à 20 000 francs CFA (alors que le revenu par habitant est de 7 500 francs CFA par an !).

A cette exploitation, s'ajoute une répression féroce. Aucune liberté d'expression. En août le congrès des étudiants n'a pu se tenir légalement, l'autorisation était liée à la condition de «ne jamais

parler politique». Le 8 décembre dernier, le ministre des affaires étrangères déclarait que «la liberté devait être utilisée à bon escient», sinon «le Conseil Supérieur Militaire se verra obligé de la retirer comme il l'a fait pour la liberté syndicale».

Malgré cela, face à l'aggravation des conditions de vie, les mouvements revendicatifs sont plus puissants qu'ils ne l'ont jamais été et touchent des couches de plus en plus larges du peuple. Une agence de presse vient d'avouer que 9 grèves ont été étouffées et que 9 autres viennent d'avoir lieu de façon effective.

Après la grève dans l'entreprise française Metalux en août, plusieurs grèves de petits fonctionnaires ont éclaté : leurs salaires sont bloqués depuis 1960, on a diminué leurs allocations familiales de moitié alors que les prix ont augmenté de 300 à 400 %.

Du 9 au 12 novembre, ce sont les petits commerçants de la capitale qui se sont mis en grève. Ils achètent leurs marchandises à Kousséri au Cameroun, juste de l'autre côté de la frontière. Jamais ces pe-

tites marchandises n'ont de factures. Sous prétexte que 2 commerçants avaient passé la douane avec 7 à 8 KG de marchandises sans s'arrêter au poste frontière la douane fait une descente sur le marché, confisque aux commerçants 20 tonnes de produits récupérables que sur présentation d'une facture. La riposte est massive, tous les petits commerçants ferment, manifestent dans les rues et devant le poste central des douanes où ils affrontent les douaniers. Le gouvernement fait alors appel à la troupe.

Les lycéens viennent de conduire un mouvement de lutte contre une sélection renforcée pour le passage de la 3^{ème} à la 2^{ème}, dans un pays où le taux de scolarité est de 10 à 12 %. A cette sélection bien sûr, échappent les enfants des familles liées au pouvoir. Récemment, le directeur de l'information à la radio a été arrêté pour officiellement «méthodes de travail non conformes à la politique du gouvernement en matière d'information», il avait été en fait, partie prenante d'une action revendicative pour l'amélioration des salaires.

**Timor oriental :
l'envahisseur est pris
au piège**

Les troupes indonésiennes poursuivent leur invasion du pays, faisant largement usage de blindés et d'artillerie, bombardent par bateau les villes populeuses de la côte. Nocolau Lobato, un des responsables du Front de Libération (FRETILIN) a déclaré que son pays était devenu «un champ d'incendie et de destruction». Mais il a ajouté : «Le peuple de Timor Oriental a résisté aux envahisseurs», annonçant que 10 000 ennemis avaient été mis hors de combat.

Confirmant ce point de vue, Alarico Fernandes, secrétaire général du FRETILIN, a indiqué que l'avance indonésienne avait été stoppée à l'issue des combats dans tout le territoire. Particulièrement, dans le centre du pays, près du village de Aileu, à 40 km de la capitale, une force de 15 000 hommes se trouve prise au piège, son avance étant stoppée, alors qu'elle ne peut plus regagner la côte. Repliés dans les montagnes, les combattants du FRETILIN ont remporté ces premières victoires en utilisant les tactiques de guerrilla propres à la guerre du peuple.

**Thaïlande : grève contre
l'augmentation du riz**

La plus importante grève en Thaïlande vient d'être déclenchée, le 2 janvier, contre l'augmentation du prix du riz pour le 15 janvier. Le kilo de riz doit passer de 4 à 5 baths, ce qui veut dire pour une famille de six personnes ayant un revenu moyen de 750 baths par mois (beaucoup gagnent moins), plus de 50 % du budget consacré à l'achat du riz. Des milliers de travailleurs des entreprises d'Etat (port, électricité, eaux, tabac, téléphone, transport) ont participé à la grève de Bangkok.

Le gouvernement thaïlandais avait justifié cette augmentation comme une mesure pour accroître le revenu des paysans. Les syndicats ont rétorqué que cette mesure, en fait, ne profiterait qu'aux minotiers et aux propriétaires fonciers. Les syndicats refusent toute négociation autre que l'abandon pur et simple de l'augmentation, ils menacent d'une grève illimitée et d'un arrêt total de la fourniture en eau et électricité.